



HAL
open science

La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. Les entreprises industrielles gardoises

Armand Cosson

► To cite this version:

Armand Cosson. La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. Les entreprises industrielles gardoises. Institut d'Histoire du Temps Présent. Réseau des correspondants départementaux. 1986. halshs-04268242

HAL Id: halshs-04268242

<https://shs.hal.science/halshs-04268242>

Submitted on 2 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 24

Les entreprises industrielles gardoises

par Armand Cosson

Les sources qui ont constitué la matière première de cette contribution concernent essentiellement les archives du cabinet du préfet, celles des chambres de commerce de Nîmes et d'Alès, celle de l'Office Central de la Répartition et de la Production Industrielle (OCRPI), les statistiques industrielles et publications administratives. Elles ont imposé la problématique finale. Comment l'industrie gardoise a-t-elle traversé la guerre ? Quels effets cette dernière a-t-elle entraîné sur les entreprises, à partir de l'étude des productions, de l'emploi, du profit et de la stratégie patronale quand on peut les connaître, et ces effets ont-ils varié selon les branches ? Quelle attitude ont-elles adoptée vis-à-vis de Vichy, des Allemands, et de la Résistance ? Peut-on en définitive dégager une spécificité de la guerre à propos du tissu industriel départemental durant la période allant des années 30 aux années 50 ?

Trois paliers se dégagent du rythme des événements : l'avant-guerre, qui est une importante période de mutations, les années 40-42, où les entreprises s'adaptent souvent avec succès aux contraintes de la guerre, les années 43-44, où l'occupation allemande de la région perturbe gravement leur fonctionnement. En 1939, le Gard demeure un des bastions de l'industrie languedocienne, grâce au complexe industriel alésien formé à partir du charbon, de la métallurgie et de la chimie. Cette base lourde, née sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire, développée grâce au chemin de fer, a relayé au second plan le textile cévenol et nimois. Le charbon qui sert surtout à la fabrication d'agglomérés et au chauffage ferroviaire et domestique, est produit par six compagnies minières, dont celles de La Grand-Combe, de Rochebelle à Alès et de Bessèges, qui emploient en 1938 près de 16 000 ouvriers et extraient environ 2 500 000 tonnes. La métallurgie est une métallurgie de transformation qui emploie un peu plus de 3000 ouvriers. Deux grandes entreprises la représentent. A Tamaris, près d'Alès, la société des Forges et Fonderies d'Alais (SFFA) née en 1829, s'est spécialisée dans la fabrication des aciers spéciaux,

de grosses pièces pour la marine marchande et de turbines Francis, avec un effectif de 1200 personnes et est passée sous le contrôle du groupe de Wendel depuis 1933, tandis que la Société des Tubes de Bessèges (STB), créée en 1921, produit des tubes pour la SNCF et l'industrie du cycle, à l'aide de 800 employés. A Salindres, la Compagnie chimique Alais-Frogès et Camargue, née elle aussi en 1921, produit de l'alumine pour ses usines alpines et pyrénéennes et fait travailler un peu plus de 1000 personnes. Dans le textile, après le déclin irrémédiable de la filature à la suite de la crise de la pébrine, deux branches subsistent : la bonneterie, celle du bas dans la région de Ganges-Le Vigan, qui emploie à peu près 3000 personnes, ainsi que celle de la layette, des gants et châles à Nîmes, et la confection nimoise qui s'est substituée au tissage. A Nîmes enfin, l'industrie de la chaussure trouve dans la clientèle des enfants une spécialité et un débouché très intéressants. Textile et chaussure sont le domaine des petites et moyennes entreprises. L'entre-deux-guerres apparaît comme un temps à la fois de restructuration des entreprises, surtout pour la métallurgie, la chimie, et partiellement la bonneterie, et en même temps de récupération, notamment dans l'immédiat avant-guerre, après la crise économique de 1929, pour tous les secteurs et en particulier la houille. Cette crise laisse au niveau global des traces en 1938. Par rapport à 1930, le chiffre d'affaires des entreprises est, selon nos calculs, à l'indice 94 et celui de la production à 84. Cette dernière est inférieure aux capacités, surtout pour les industries de biens de consommation (moins 16,5 % pour le textile, moins 20 % pour la confection, et même moins 45 % pour la chaussure), mais les stocks sont en excédent de 20 à 50 % partout y compris dans les mines (1). Les mutations, liées aux reconversions, traduisent un essoufflement du modèle traditionnel engendré par l'industrialisation du XIXe siècle et la recherche de nouveaux créneaux nécessitant d'importants investissements, donc l'implantation de capitaux étrangers. Dans la métallurgie, la chimie, la bonneterie, la confection, ces derniers

apportent au capitalisme industriel local le dynamisme financier nécessaire qu'il est en train de perdre. Mais en même temps, surtout pour les deux premières branches, les établissements gardois sont intégrés dans de grands groupes nationaux (de Wendel et Alais-Froges Camargue) et une stratégie de production qu'ils ne contrôlent pas. Commencé après la Grande Guerre, le tournant s'accroît après 1931 pour permettre l'adaptation aux conditions nouvelles du marché entraînées par la crise. Dans quelle mesure et à quel niveau les bouleversements de la guerre dans les circuits économiques remettent-ils en question la voie industrielle qui vient d'émerger et la récupération en cours à la veille du conflit ?

L'ENTREE EN GUERRE : DE LA DESORGANISATION A L'ADAPTATION (SEPTEMBRE 1939-FIN 1940)

Le passage à l'économie de guerre est une transition franchie avec plus ou moins de difficulté selon les branches. Très vite, les mêmes problèmes se posent partout : ralentissement du flux puis rationnement des matières premières, réquisition des fournitures et des produits, contrôle des prix et des salaires, mobilisation de secteurs stratégiques au nom de la Défense Nationale, autant de contraintes aggravées par la chute des effectifs due à la drôle de guerre. Mais la situation peut varier selon l'évolution de la conjoncture ou l'état réel du marché. Ainsi, la confection souffre de pénurie de draps et de doublures en coton, l'épuisement de coton américain après la distribution du contingent en novembre 1939 atteint directement la bonneterie. Celle-ci ne peut plus compter sur la soie cévenole et les importations de cocons étrangers sont très aléatoires. De nouvelles matières synthétiques, mises au point dans l'entre-deux-guerres, comme la rayonne ou la fibranne sont touchées par la pénurie des produits chimiques. Un léger mieux cependant concerne la laine dont les réquisitions sur les fils sont levées en janvier 1940, ce qui permet leur réapprovisionnement. Le cuir devient par contre rare pour la chaussure. Pour la confection,

les relations avec l'Intendance Militaire restent essentielles : elle détient les stocks de filés, de cuirs, de draps et dirige la réquisition. L'armée constitue le débouché majeur : pas de marché de guerre signifie que les entreprises sont réduites à vivre sur leur clientèle civile d'avant-guerre. C'est le cas de nombreuses entreprises textiles gardoises, qui s'en plaignent du reste, et les exceptions sont rares qui travaillent pour l'armée, comme Rouvière et Favatier. Les commandes sont passées de gré à gré et ne sont même pas régulièrement honorées faute de fournitures. Ainsi, l'industrie de la chaussure est prête au double effort de se reconvertir du fafiot pour enfant à la godasse militaire et d'intensifier sa production à raison de 30 à 40 000 paires par mois, mais, faute d'approvisionnement en cuir, de marché et de règlement d'échéances, sa trésorerie est en situation délicate. Au printemps 40, les industries nimoises fonctionnent à 50 ou 60 % de leur capacité, trois ou quatre jours par semaine, avec des stocks réduits au tiers de leur niveau moyen. Pendant ce temps, l'armée manque de vêtements. En juillet 1940, le chômage touche entre le quart et le tiers des ouvriers du textile gardois.

Le cas est identique pour le Bâtiment et les Travaux Publics. Son activité est dès novembre 1940 inférieure de 60 % par rapport à 1929. Les prix des fournitures (acier, bois, chaux, ciment) ont augmenté entre 30 et 115 %. La chimie a un gros problème de débouchés, puisque les exportations se sont effondrées à cause de la perte des marchés tchèque, polonais et allemand en 1939, et, durant la drôle de guerre, de ceux d'Argentine et du Bénélux qui sont perturbés par les difficultés de communication. La Société des Produits chimiques de Beaucaire, productrice de phosphate d'ammoniaque, est réquisitionnée au profit de la Poudrerie de Sorgues, sa voisine du Vaucluse.

Toutes les entreprises sont touchées par le manque de main-d'oeuvre, surtout dans le Bâtiment et les Travaux Publics et dans les mines où le phénomène se distingue par son ampleur. La Compagnie de La Grand-Combe, la première société houillère du Gard, perd de par

la mobilisation de son personnel, un cinquième de ses effectifs (1673 personnes), comme celle de Rochebelle à Alès (700 personnes). La production de charbon recule de 23 % en 1939 (1 871 000 tonnes) sur l'année précédente. De plus, le brai se raréfie et devient cher : en août 1940, Rochebelle n'en reçoit que mille tonnes sur les douze mille prévus. Or, il est indispensable pour la fabrication d'agglomérés. Comme les autres entreprises, elles manquent de matières premières, comme les carburants, les huiles, le bois. Comment répondre à la demande du gouvernement d'augmenter la production dans ces conditions ? Au surplus, la rémunération du capital, stagnante depuis une dizaine d'années, ne s'améliore pas.

Cependant, il existe des facteurs favorables qui permettent de surmonter la désorganisation entraînée par l'état de guerre. Le Gard est une terre d'accueil pour les réfugiés. A partir du 10 mai 1940, il devient un foyer d'exil pour les Belges qui, au moment de l'armistice, sont environ 30 000. La plupart d'entre eux regagneront leur pays dès l'été 40, mais un certain nombre reste durant la guerre. De même, après l'armistice, les Alsaciens-Lorrains qui fuient leurs provinces seront plus de 3000 à la fin 40 sans perspective de retour. Avant la guerre, le département était une terre d'asile pour les Polonais, les Italiens et surtout les républicains espagnols, qui atteignent le chiffre global de 35 000 en 1939. C'est de la main-d'oeuvre utilisable. L'armée pense à elle dans son projet de construction de l'usine de l'Ardoise, près de Bagnols, pour fabriquer des obus à l'aide de cinq mille ouvriers, projet interrompu par la défaite. Les compagnies minières n'hésitent pas à recruter du personnel étranger : en 1940, la Grand'Combe emploie 2800 étrangers sur 8000 (un peu plus du tiers). Grâce à eux, les effectifs remontent : à la Société de Rochebelle, ils sont 3700, contre 3300 en 1939, jamais ils n'ont été aussi nombreux. Il faut bien voir cependant qu'il s'agit d'une main-d'oeuvre peu formée, souvent peu motivée, très mobile. C'est une question qui se pose tout au long du conflit, lancinante : pénurie d'effectifs et de matériels vont de pair. Une autre donnée capable de stimuler la production

découle des conséquences que la nouvelle situation géostratégique amène sur l'économie gardoise après l'invasion du pays par la Wehrmacht et surtout après l'armistice : la France est coupée de ses bases industrielles du nord et de l'est. Les entreprises locales et régionales, les grandes comme les PME, y voient le moyen de surmonter les handicaps issus de la drôle de guerre et d'intensifier leur rendement pour ravitailler les zones occupées, débouché intéressant après l'arrêt des importations belges et britanniques. En 1940, la production de charbon repart à 2 916 000 tonnes commercialisables, soit 17 % de mieux sur 1939. Avec 1 281 000 tonnes, La Grand'Combe dépasse son meilleur niveau d'avant-guerre. Ces chiffres rappellent ceux de la Grande Guerre. En septembre 1940, la Société des Tubes de Bessèges a un carnet de commandes cinq fois plus rempli qu'en juin de la même année, et l'usine est en retard pour les livraisons à la clientèle, la SNCF et les cycles stéphanois et lyonnais. Durant la drôle de guerre, le travail y est monté de 40 heures à 60 voire 72 heures hebdomadaires et reste à 54 heures durant l'été 40. L'entreprise bénéficie d'un apport de réfugiés de sa filiale d'Anzin (Nord), mais son nouveau directeur, le Belge Arthur Solvay, reconnaît qu'il ne trouve pas de bons ouvriers étireurs de tubes. En attendant, l'entreprise accroît ses ventes de 300 %, tout comme la Société des Fonderies et Forges d'Alais (SFFA) augmente les siennes de 82 % (2). Toutefois, le département n'a pas profité, semble-t-il, de l'occasion offerte par le repli stratégique des entreprises. On vient de voir l'usine d'Anzin s'installer à Bessèges le 25 mai 1940, en même temps que celle de Flemmalle (Belgique), mais il s'agit de filiales de l'entreprise STB et donc d'une réorganisation géographique interne des unités de production d'une société. On peut citer du reste comme autre exemple d'installation provisoire, les services du Groupement d'Importation et de Répartition des soies et Rayonne de Lyon. Mais il s'agit ici de services, non de délocalisation industrielle, tout comme la Banque de Bruxelles qui déménage

avec ses 70 personnes et ses 650 caisses métalliques. L'armistice signé, ces organismes rejoignent leur siège social. Certains gros commerçants alsaciens en mercerie et bonneterie veulent continuer leurs activités dans le département, mais il faut l'intervention du gouvernement de Vichy pour vaincre l'hostilité du syndicat des bonnetiers, peu ravi de la concurrence. Contrairement à d'autres départements plus proches de Paris, le Gard n'a pas su ou pu mettre en valeur les avantages de sa tradition d'accueil ou de sa situation de passage pour enrichir son tissu industriel de nouveaux secteurs de production dont la guerre a nécessité le repli vers le sud.

L'effort productif des entreprises rejoint au moment de l'armistice les initiatives et projets des pouvoirs publics : la relance de la production doit limiter la hausse du chômage que l'on craint du fait de la démobilisation et des nouvelles conditions liées à l'occupation de la zone nord et à la création de la ligne de démarcation, mais en même temps elle doit faciliter l'intégration de l'économie de guerre dans les structures nouvelles qui sont mises en place dès l'été 40 dans le cadre de la Révolution Nationale. Le 7 juillet 1940, une note du ministère du Travail aux préfets de la zone libre indique qu'il faut répartir l'emploi entre le maximum d'ouvriers disponibles, d'éviter les licenciements et, en cas de nécessité, de licencier par étapes en réorientant les ouvriers (ouvrières surtout) touchés vers l'agriculture et l'artisanat. Le 24 juillet, le préfet Martin, encore en place, offre au gouvernement de Vichy l'aide de la métallurgie alésienne pour reconstruire les zones dévastées. Son sous-préfet d'Alès sollicite fortement le 2 juillet les dirigeants des grandes entreprises minières et métallurgiques du bassin en évoquant le "rôle social immense et fécond (qui) vous attend et vous appelle... En descendant vers (les ouvriers), en diminuant les distances, tout en maintenant l'autorité nécessaire, en favorisant le renouveau dans la conscience de tous, à tous les degrés de la hiérarchie sociale, de la notion de devoir, seule source de tous

les rendements, en prêchant d'exemple, en faisant preuve d'initiative, vous créez dans cet arrondissement industriel, trop longtemps troublé par des discussions qui doivent être bien mortes, une atmosphère de confiance réciproque génératrice de beaucoup d'espoirs"(3). Faire du social dans le respect de la hiérarchie, qui est la simple continuation du vieux réflexe paternaliste encore solide dans le bassin minier, montre que ce fonctionnaire anticipe de quelques mois sur la Charte du Travail. Mais des deux termes de la proposition, les patrons n'en retiendront souvent que le second, la hiérarchie. Les chambres de commerce de Nîmes et d'Alès incitent, de leur côté, les entrepreneurs à étudier tous les moyens pour éviter les licenciements. En septembre 1940, elles avancent des suggestions, intéressantes par l'état d'esprit qui règne dans les milieux patronaux gardois des PME surtout au tout début du régime de Vichy, pour réorganiser la vie économique. Il s'agit d'abord de mettre sur pied une sorte de déontologie professionnelle, par le moyen d'un réaménagement du registre du commerce et d'une réglementation de la profession, pour éviter la venue de faillis ou de douteux et l'excessive concurrence génératrice de misère. En fait, c'est une réaction malthusienne pour se protéger de l'installation de commerçants ou industriels réfugiés. Ensuite, trois prérogatives sont énoncées : initiative privée, esprit d'entreprise et responsabilité des patrons. Sont affirmés enfin avec force le syndicalisme obligatoire et la collaboration de classe. On voit le curieux mélange né du tiraillement entre les principes maintenus du capitalisme libéral et les nécessités du corporatisme naissant, entre la centralisation renforcée par la situation et le désir d'une décentralisation régionale : "il est nécessaire d'harmoniser la conception verticale d'organisation de la profession avec le contrôle sur le plan horizontal de la région économique en vue d'une répartition équitable des produits", est-il avancé après la création des Comités d'Organisation (CO) par la loi du 16 août 1940 pour régler certains problèmes comme la taxation des denrées, l'organisation des

transports ou la mise en commun rationnelle des ressources locales (4). En somme, le moins de dirigisme économique possible compatible avec l'indispensable libéralisme. C'est pourquoi les chambres de commerce se font les propagandistes zélées de la création d'une région économique nouvelle allant de l'Ardèche au Vaucluse et à la Camargue dont Nîmes serait le centre, puis, après son échec, du ralliement du Gard à la région de Marseille en avril 1941, au lieu de celle de Montpellier, pour un meilleur approvisionnement du département en produits primaires.

Ainsi, passée la période délicate de la drôle de guerre, les entreprises industrielles gardoises semblent s'adapter à la double contrainte issue de la défaite, extérieure avec l'éclatement de l'espace national et intérieure avec le dirigisme de Vichy dans l'économie de pénurie.

CONTRAINTES ET AVANTAGES DE L'ECONOMIE DE GUERRE (1941-1942)

L'impression demeure que la dépression des années 1931-35, en partie comblée sous le Front populaire, puis retrouvée sous la drôle de guerre, est totalement surmontée en 1940, dont les niveaux constituent un sommet pour toute la période postérieure à 1918. La guerre renforce même l'importance du bassin minier et métallurgique d'Alès dont la fonction économique voire stratégique n'a échappé ni à Vichy ni aux Allemands. Les bons résultats de l'année 40 ne suppriment cependant nullement les contraintes de l'économie de guerre, bien résumées en juin 1942 par le Conseil d'Administration de la Société de Rochebelle : "Dans notre France appauvrie, privée d'une partie de ses ressources, notre effort se poursuit sous le symbole du relèvement national si magnifiquement incarné dans la personne du Chef de l'Etat. Mais, comme chacun sait, cet effort est rendu plus difficile par le manque de matières premières indispensables à notre industrie, par l'insuffisance du ravitaillement, par une diminution des effectifs, par une réduction marquée dans le rende-

ment du personnel et d'autant plus grave qu'il ne nous est pas possible de la compenser par un embauchage suffisant" (5). En dépit de la distribution directe de denrées en viande, poisson, légumes, fromage, le ravitaillement reste insuffisant, et le rendement baisse de 10 %. Les difficultés alimentaires sont exploitées par le Parti Communiste clandestin encore puissant - un département qui doit être considéré comme un des plus difficiles de la France non occupée, constate le délégué à la Propagande ouvrière le 10 avril 1942 à la suite d'un voyage dans le Gard -, et l'attitude rétrograde du patronat - "un des plus mauvais", avec un personnel d'encadrement qui a "une mentalité trop souple envers ce patronat" -, tout cela crée "un état d'esprit très mauvais dans le bassin minier d'Alès", selon A. Chiappe, préfet du Gard, en mars 1941, et explique les grèves répétées, à Bessèges en avril 1941, à La Grand Combe en mars 1942. Le recrutement s'essoufle pour des raisons alimentaires, sanitaires, auxquelles s'ajoutent les arrestations. Pour pallier l'insuffisance de main-d'oeuvre, les compagnies houillères essaient de ratisser en Afrique du Nord, surtout en Algérie, où sont envoyés en juin 1942 des agents recruteurs. Les formalités d'immigration s'avérant tâtilonnes, ce n'est en effet qu'en 1942 que l'embauche algérienne commence à prendre effet : 493 personnes amenées à La Grand Combe, souvent d'anciens mineurs kabyles, 250 à Rochebelle. Cela ne permet pas aux deux compagnies de retrouver le niveau d'emploi, même de 1940. Au surplus, "à peine introduite, (cette main-d'oeuvre) s'est empressée de quitter le travail, cherchant ailleurs, dans différentes entreprises, des conditions de travail qu'elle jugeait plus avantageuse". Après un bref séjour à la mine, beaucoup d'Algériens retournent au pays. En 4 mois (juillet-septembre 1942), La Grand Combe perd 254 ouvriers, partis en zone occupée ou en Allemagne (6). L'Organisation Todt organise dans la région de véritables filières d'évasion de main-d'oeuvre, avec agent débaucheur, comme ce Louis Heeb, ancien mineur dans les Cévennes

avant-guerre, venant chercher en décembre 1941 deux cents Polonais. En juillet 1942, la Société Omnium des Produits chimiques de Paris recrute dix huit nord-africains, pour sa poudrerie de Bordeaux, qu'elle emmène de Salindres.

Pourtant, les compagnies ont des projets de modernisation. En février 1941, Rochebelle projette de porter sa production annuelle à 800 voire 900 000 T. (689 000 T. en 1940). Pour cela, elle envisage d'embaucher 350 à 400 ouvriers, passe un accord en juin 1941 avec Alstom pour une nouvelle machine au puits Destival, veut augmenter la puissance de sa centrale électrique devenue insuffisante pour ses besoins, pour ses chaudières et turbo-alternateurs (La Grand-Combe pense aux mêmes agrandissements en 1942 et ses projets seront concrétisés par la construction de la centrale du Fesc entre 1947 et 1952). En même temps, elle rationalise sa gestion en absorbant sa filiale de Saint-Germain en mai 1941. Enfin, en mars 1942, pour assurer la trésorerie nécessaire au développement de l'entreprise, couvrir les dépenses résultant de la création d'un nouveau siège, de la politique sociale paternaliste, du relèvement des salaires et du prix des fournitures, le capital est doublé, passant à 45,5 millions F, ainsi que le nombre d'actionnaires (91 000). Il n'empêche que sa production chute : 624 000 T. en 1941, 563 200 T. en 1942. On est loin des projets de 1941. Au niveau global, la production stagne à 2 200 000 T. Ainsi, durant cette première partie de la guerre, la politique des compagnies minières est d'intensifier par tous les moyens la production. Leur problème essentiel reste la main-d'oeuvre, moins nombreuse, moins experte, plus instable, plus fragile et donc moins productive, malgré les pressions de Pucheu, ancien ministre de la Production Industrielle puis de l'Intérieur, qui, en mars 1943, reconnaît devant la direction de Rochebelle que les Allemands prélèvent la plus grosse part du charbon extrait et lui demande d'augmenter cette production pour fournir le surplus à la population selon l'assurance que lui auraient donnée les occupants.

Ce problème de main-d'oeuvre se retrouve du reste dans d'autres branches. Les Indochinois, colonie importante depuis le début de la guerre, sont des travailleurs particulièrement appréciés par les entreprises qui fabriquent des carburants à partir de la distillation du bois : en 1943, six d'entre elles, parmi lesquelles la Société des Carburants Français de Nîmes, Wyler d'Orsan près de Bagnols, Progil de Molière-Cavaillac près du Vigan, en emploient 2500. Bien encadrés, plus dociles, considérés comme plus réguliers et plus sérieux, ils sont préférés aux Français et Belges malgré un rendement de moitié inférieur. Ces entreprises ravitaillent les bases militaires d'Avignon, Orange, Marignane, les Ponts-et-Chaussées, des firmes de BTP (les Batignolles pour les travaux de Basse Camargue), Péchiney. A ce titre, elles intéressent les Allemands qui les réquisitionneront. De son côté Salindres fait appel en mars 1941 à cent Indochinois de la poudrerie de Sorgues. Avec 1640 employés, ses effectifs en hausse travaillent 40 heures par semaine. La situation de l'usine est satisfaisante. Si la pénurie de charbon et de lubrifiants, l'irrégularité des livraisons, touchent surtout les peintures, la production d'acide sulfurique à cause de la chute importante des pyrites, celle des engrais et du carbonate de soude, Salindres est chargée de la répartition de la soude pour la zone libre pour le compte du Comité d'Organisation de la chimie et de l'Office Central de la Répartition et de la Production Industrielle. Cette production est exclusivement en zone occupée et interdite ailleurs, les Allemands ne tolérant que 40 % des expéditions par rapport aux besoins normaux et après satisfaction de leurs besoins. Mais ils sont demandeurs d'alumine.

La métallurgie alésienne profite elle aussi de la guerre. Tamaris augmente en 1941 son chiffre d'affaires de 13 % sur 1940 déjà en hausse. La croissance n'a pas cessé depuis 1938. La description de l'usine faite en février 1942 montre qu'elle fonctionne régulièrement :

une aciérie produisant de l'acier Martin dans des fours Harvey, un train de laminoirs, une fonderie, un atelier de tirefonnerie, un autre de construction mécanique pour la SNCF et l'énergie hydraulique, un troisième de construction métallique qui fabrique charpentes et ponts. Elle emploie 1448 personnes, dont à peine 60 étrangers. Pourtant, fin 1941, les premières difficultés apparaissent : le CO S i d é r u r g i e lui interdit de rallumer un four de l'aciérie en septembre, en décembre un train de laminoirs est arrêté par manque de charbon. Avec le recul de la production électrique de 10 %, la pénurie de wagons, des perturbations dans les fournitures, l'année 1942 marque un coup d'arrêt : - 15 % sur le chiffre d'affaires de 1941.

Même évolution pour Bessèges. Seule entreprise de la zone libre à fournir des tubes étirés, elle approvisionne la marine et d'autres industries. Sa production bondit de 4961 tonnes en 1937-38 à 7874 tonnes en 1938-39 et 17 000 en 1939-40 (il est vrai sur dix-huit mois, soit 11 300 tonnes sur un an). Malgré le sabotage du 26 novembre 1940 qui entraîne l'arrêt temporaire du laminoir, la difficulté des approvisionnements en métal et mazout, les fréquents changements de montages pour une clientèle hétérogène, la production se maintient à 10 000 tonnes en 1941. Vichy aimerait bien l'augmenter : en 1942, elle recule à 6813 tonnes tout en maintenant ses effectifs à 938 ouvriers. Les Etablissements Richard-Ducros d'Alès, une PME qui s'est bien développée depuis 1919 grâce à la construction de charpentes métalliques, ont trouvé, avec leur atelier de réparation de wagons un bon créneau : il est devenu en effet très difficile de construire des wagons neufs (ponctions allemandes, pénurie d'acier) en septembre 1942. Ils emploient la moitié des 500 personnes de l'entreprise, un effectif qui a doublé depuis 1938. Ils réagissent vivement quand la SNCF veut résilier son contrat en avril 1941, et envisage de supprimer l'atelier pour en faire une aire de fabrication et stockage de briquettes

pour locomotives. S'adressant au préfet, ils font valoir que cela entraînerait la suppression de 200 emplois qualifiés peu susceptibles de reconversion, de 30 000 heures de travail par mois, et créerait une "impression désastreuse" sur une population "déjà fortement imprégnée de communisme". "L'heure n'est pas aux démolitions. Le Pays a bien assez de reconstruire". Ils obtiennent gain de cause (7).

Pour le textile, il faut distinguer les entreprises qui travaillent pour l'occupant des autres. Ces dernières sont indéniablement dans une passe difficile. La filature est dans un état d'anémie grave. Faute d'importations en cocons de Syrie, Turquie, Grèce ou Yougoslavie, malgré la hausse des prix et la propagande - les agriculteurs boudent la sériciculture peu rémunératrice -, les entreprises ferment, au Vigan, à Sumène, à Anduze (où celle de Saint-Pierre supprime 120 emplois au printemps 1942). Les effectifs sont squelettiques pour celles qui, comme Laporte, travaillent au ralenti. Pour la bonneterie et la confection, la pénurie de coton est totale, celle de rayonne et laine importante. Les marchés de l'Etat et de la Wehrmacht continuent à ne s'intéresser qu'à la zone occupée. Dans le Gard, la durée hebdomadaire du travail reste à 20-30 heures. Ainsi, Brun d'Arre à côté du Vigan ("Les Bas Lys") baisse son horaire de travail de 40 à 26 heures par semaine, ses effectifs reculent (382 début 1942). Soie, rayonne, coton sont passés de 33 à 8 tonnes, la production de bas de 66 000 à 30 640 douzaines entre 1938 et 1942. La capacité de production baisse de moitié. Par contre, Albaric, délégué régional du C.O. de la bonneterie du Sud-Est et président de la Chambre syndicale de la bonneterie du Sud-Est en 1942, grâce aux commandes allemandes voit son chiffre d'affaires multiplié en 1942 par 5,2 sur 1938 et 2,5 sur 1941. En mai 1943, il a 150 employés dans sept usines. L'occupant lui achète pour 9 millions F de gilets et caleçons, lui fournit les matières premières et charbon, la fabrication est de la responsabilité de l'entreprise.

La Wehrmacht a créé à Paris une organisation commerciale, la Santratex, chargée des marchés pour le compte de l'armée avec les fabriques bonnetières françaises.

La première partie de la guerre, malgré les handicaps de toute nature liés à l'état de guerre, reste pour les entreprises gardoises une période de relative croissance. Certes, il faut distinguer entre les branches, entre les catégories d'entreprises et aussi l'année 1941, qui semble la meilleure année de la guerre, de 1942 où l'accumulation des pénuries marque un recul. Les commandes allemandes jouent un rôle important, qui devient essentiel avec l'arrivée de la Wehrmacht dans la région.

LES ENTREPRISES A L'HEURE ALLEMANDE (1943-1944)

La présence physique de l'occupant, outre sa nouveauté pour le Gard, se concrétise d'abord par les ponctions de main-d'oeuvre. Par le biais du volontariat, les entreprises allemandes s'intéressent aux métallurgistes : ainsi, en octobre 1942, Bohler de Kapfenberg désire dix ouvriers ajusteurs, fraiseurs, tourneurs, dont la moitié prise à Tamaris où 52 % de la main-d'oeuvre est composée de spécialistes ; la Nationale Radiator de Vienne, vingt et un ajusteurs, tourneurs, mouleurs ; la Maschinenfabrik Augsburg de Nuremberg (MAN) vingt autres, tourneurs, mécaniciens. Sur 2581 départs, de mai 1942 à juin 1943, 1497 viennent de la métallurgie et 1527 sont des spécialistes. A Tamaris, début 1943, les prélèvements du STO et les départs volontaires pour l'Allemagne abaissent les rendements malgré la hausse du travail hebdomadaire à 54 heures. Les marchandises ne quittent l'usine que si elles font l'objet d'un classement prioritaire pour la production industrielle. On connaît avec plus de précision les ponctions allemandes à Bessèges grâce à "l'affaire Solvay" (8). Le STO impose 300 départs

à l'entreprise, dont 60 sont réalisés de fait, 160 n'ont pas lieu à la suite de démarche du directeur et 80 sont des permissionnaires restés au pays avec de faux certificats médicaux. Ces requis sont destinés à la région de Dusseldorf. Solvay prétend avoir embauché une centaine de réfugiés lorrains, des ingénieurs belges israélites, et avoir fait passer pour filiale la société marseillaise Richardson Frères, spécialisée dans l'outillage à tubes, le chauffage central, ce qui a épargné à 25 % de son personnel le STO. Les Allemands exigent la livraison de tubes à usage commerciaux, sans caractère militaire. Selon l'enquête des FFI ordonnée à la Libération par le commandant Audibert, leur chef départemental, sur 50 wagons payés par l'occupant, 20 ne sont pas parvenus à la frontière par suite de sabotages. 743 tonnes auraient finalement été expédiées en Allemagne, ce qui est peu. La collaboration imposée paraît avoir été freinée par un directeur, sans doute gaulliste, qui a su manoeuvrer au mieux de ses intérêts comme à ceux de son entreprise. Celle-ci voit sa production tomber à 3500 T. en 1943 (- 49 % sur 1942), son chiffre d'affaires à 38 millions F (- 58 % sur 1940) et l'emploi à 499 personnes (- 47 % sur 1942). Tamaris, pour les mêmes raisons, ne produit plus en 1943 selon nos calculs, que le tiers de son niveau d'avant-guerre.

Les mines essaient, avec succès, de protéger leur main-d'oeuvre surtout qualifiée : sursis de départ aux mineurs en mars 1943, exemption de STO pour jeunes embauchés comme ouvriers de fond en avril 1943. Mais la main-d'oeuvre algérienne s'est tarie depuis le débarquement anglo-saxon en AFN : de 1631 personnes en 1942 (un tiers des étrangers), elle passe à 856 en 1943 et 364 en 1944. Polonais et Espagnols restent nombreux, respectivement 1000 et 719 en 1943-44. Les Français, embauchés deviennent prépondérants : 78 % des effectifs en 1943 et 84 % en 1944 : des jeunes, des étudiants "venus à la mine afin de se mettre à l'abri des départs pour l'Allemagne", des femmes

pour les travaux de surface. Inversement, l'instabilité de cette main-d'oeuvre s'accroît : malgré la répression du préfet Chiappe, beaucoup partent aux maquis proches de l'Aigoual, Lozère et Basse Ardèche. Les 3745 ouvriers de Rochebelle, début 1944, ne seront que 2578 fin septembre. Les combats de la Libération mettent un point d'orgue à une situation de dégradation commencée dès le printemps 44 à laquelle les actions de la Résistance, la fermeture des marchés étrangers et les grèves de l'été ne sont pas étrangères. La production de Rochebelle régresse à 242 000 T. de janvier à septembre 1944, et celle du bassin de 2 millions à 1 576 000 T. de 1943 à 1944.

L'intégration dans les "Speer-Betriebe" constitue une protection contre les prélèvements en échange d'une collaboration économique étroite. En avril 1944, 98 entreprises sont classées S.B., soit 44 % des 222 établissements de plus de 25 personnes. Tous les secteurs industriels sont représentés, mais aussi les banques et les transports. Certains sont étroitement surveillés, des deux côtés du reste. Salindres produit en 1943 12700 tonnes d'alumine sur six mois, soit 25 000 tonnes pour l'année. Malgré l'extension des ateliers et celle de la capacité de production d'alumine portée à 150 T par jour, sa fabrication recule de 75 T/jour en juin à 48 en décembre, et celle de cryolithe de 302 T à 129 T par mois. Cette baisse est provoquée par la pénurie en matériel de rechange et par la chute de productivité du personnel passé pourtant de 1640 personnes en 1941 à 2000 en 1944. Ayant remarqué une reprise de la production d'alumine début 44, les maquis Corps Francs de Libération-Mouvement de Libération Nationale (CFL-MLN), après avertissement envoyé à l'ingénieur en chef, et sur ordre d'Alger, sabote l'usine dans la nuit du 8 au 9 juin, l'immobilisant quelques jours.

Il est certain que l'année 1944 marque une aggravation très nette. La détérioration, commencée à la fin de l'année précédente

comme le montre la situation catastrophique de la répartition des ressources, s'accroît au printemps avec l'entrée massive de la Résistance dans les sabotages, et en juillet-août avec les combats de la Libération. La production du bassin minier passe de 157 000 T. en juin à 59 000 T. en août, celle de Tamaris en acier laminé est de 123 T. en août, et en acier moulé de 1500 T. en juillet, rien en août, celle de Bessèges tombe à 250 T. de tubes, celle de Richard-Ducros à 64 T. contre 1500 en 1943. Seules, la chimie de Salindres, les ciments de Beaucaire, la confection et la chaussure maintiennent en partie leur production (9). En fait, ce recul voire cet effondrement sont conjonctuels, liés à la rupture des communications qui isolent le département. Ils donnent une image ^{claire} de la période finale.

Quoiqu'il en soit, il est temps, à l'issue de ce panorama, de répondre aux questions initiales et notamment aux deux plus importantes : la guerre a-t-elle favorisé les entreprises ? A-t-elle induit un changement dans le tissu industriel gardois ? La réponse à la première question est forcément nuancée selon le moment et les branches examinées. Une périodisation s'est imposée tout au long de cette étude. On constate en effet qu'à part l'épisode limité de la drôle de guerre, les entreprises continuent sur la croissance amorcée dès 1936 et qui prolonge jusqu'en 1941, l'année 1940 apparaissant comme une année de récupération rapide. Indéniablement, la vitalité retrouvée sous le Front Populaire se maintient durant les deux premières années de la guerre. Toutefois, des nuances s'imposent en fonction de la main-d'oeuvre, des fournitures et des marchés. Textile, confection et chaussures sont plus affectés que la métallurgie, la chimie et le charbon. Durant cette phase, la main-d'oeuvre étrangère, surtout

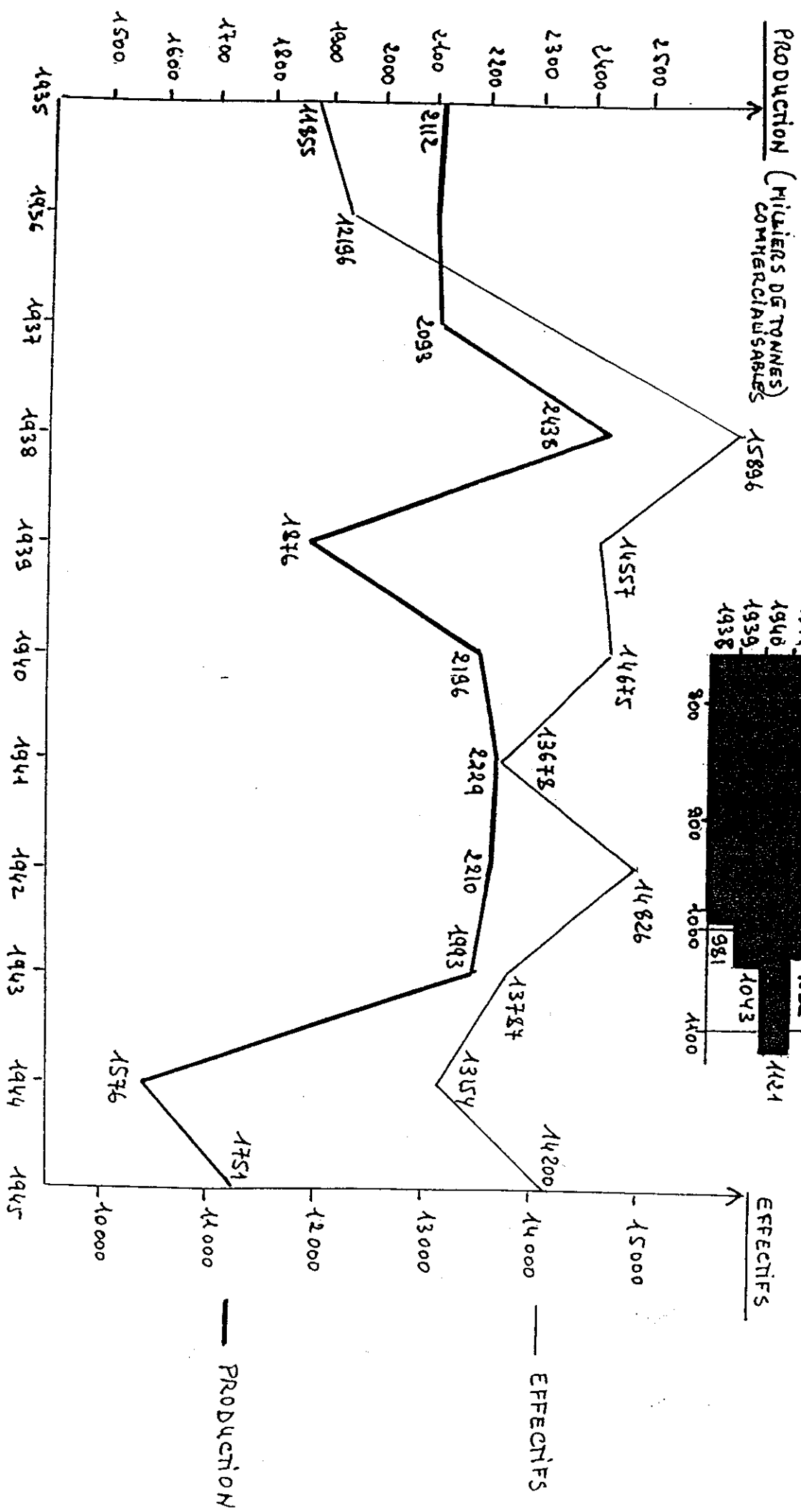
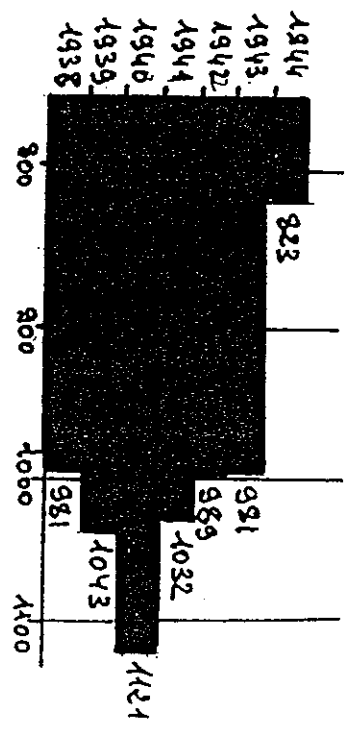
celle de l'Empire, joue le rôle d'amortisseur de crise face aux ponctions de la mobilisation et de la défaite (prisonniers).

Après l'invasion allemande de novembre 1942, on assiste à une récession qui se généralise en 1944. Le rythme de croissance, ralenti en 1942 et 1943, est cassé la dernière année à cause des prélèvements en effectifs et produits, du recul de la productivité du travail (alors que celle du capital, si l'on en croit les bénéfices des compagnies minières, se maintient au moins jusqu'en 1943), lié à l'affaiblissement physique du personnel et à l'obsolescence du matériel, à cause aussi de la combativité plus efficace de la résistance et des ouvriers, au moins dans le complexe industriel alésien. La création des S. Betriebe arrive trop tard pour résoudre le problème d'une main-d'oeuvre réticente qui rend le STO inefficace dès l'automne 1943. Mais l'intégration qu'elle propose à de nombreuses PME, dans la confection, le BTP, entraîne une collaboration riche de profits, qui n'aura pas grand chose à redouter à la Libération.

La guerre a-t-elle modifié les structures industrielles ? Sans que la réponse s'appuie pour l'instant sur des références chiffrées, on ne constate aucune disparition d'entreprises dans le secteur lourd, et une légère diminution dans le textile et la chaussure : filatures cévenoles, sociétés nimoises qui passent de 131 dans ces secteurs en 1938 à 101 en 1943. Peu de fondation d'entreprises aussi : les seules qui existent concernent toujours ces branches et sont le fait de réfugiés du nord et du nord-est. Mais, sauf dans le commerce de gros en confection, le Gard n'a retenu aucune grande entreprise repliée. Par voie de conséquence, la guerre n'a pas entraîné de concentrations. Pour l'essentiel, on l'a vu, les restructurations se sont faites avant, dans l'entre-deux-guerres, les années 20 marquant à cet égard un véritable tournant. Ni la crise ni la guerre n'ont remis en cause cette orientation qui donnera, par delà le conflit, sa pleine mesure dans les années 50. La guerre a, là encore, maintenu une tendance.

Les seules modifications viendront de la réquisition des mines en septembre 1944, puis de leur nationalisation. Mais c'est un phénomène de la Libération, conséquence indirecte de la guerre, et qui n'a concerné ni la chimie ni la métallurgie malgré la pression syndicale et politique, ^{notamment, celle du} (PCF). Et pourtant ces secteurs, comme du reste la bonneterie, ont contribué à l'effort de guerre allemand. C'est précisément un aspect qu'il faudrait examiner avec plus de soin. En définitive, la guerre, loin d'être une rupture dans l'évolution économique du département et celle des structures industrielles, marque une continuité entre un avant et un après-guerre. Par là, on comprend que, passée la réorganisation de la Libération, la reprise de la croissance a été relativement rapide.

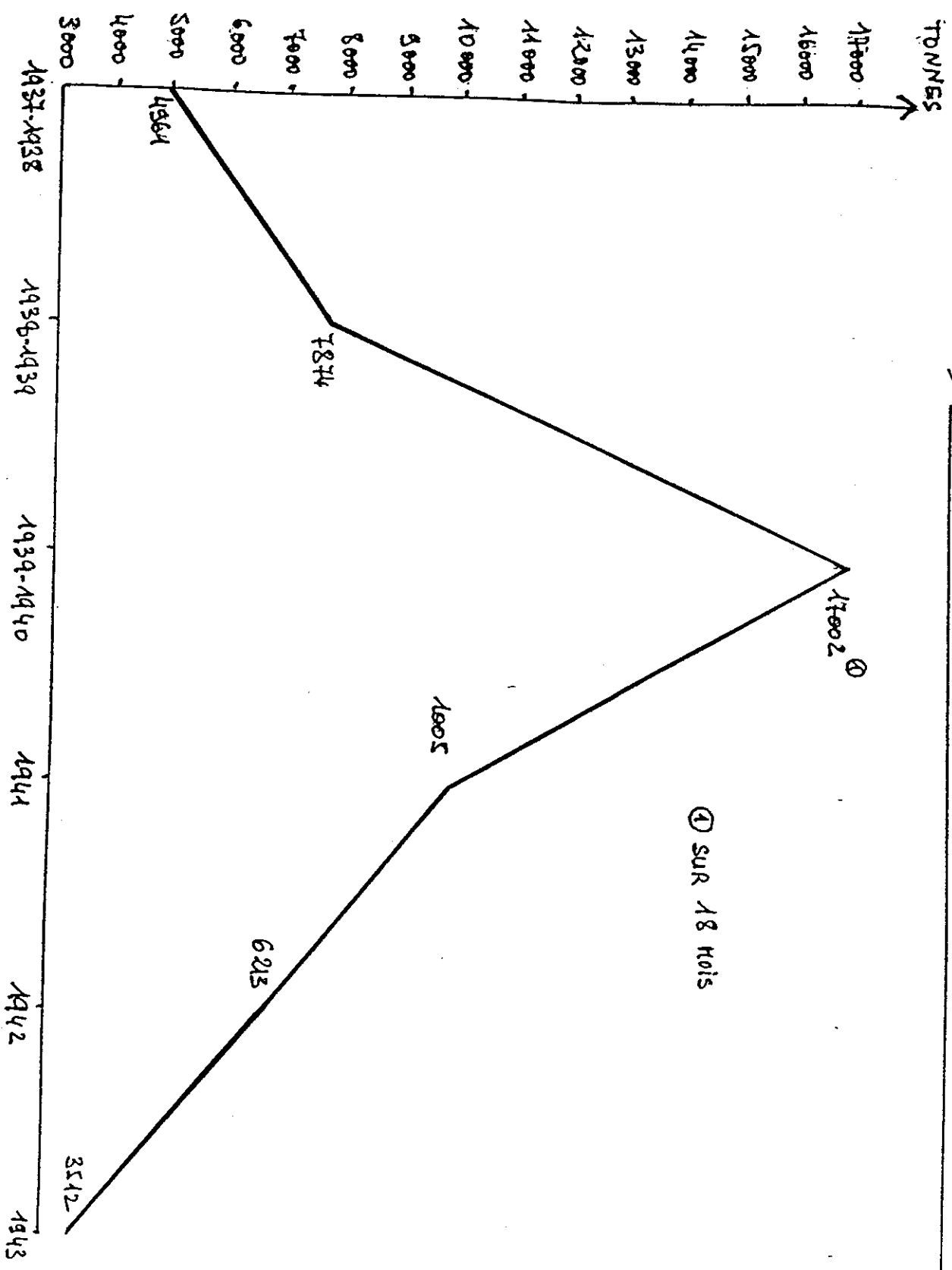
RENDEMENT MOYEN
(KG / HINEUR / JOUR)



ANNEXES

I) PRODUCTION, EMPLOI ET RENDEMENT DU BASSIN HOUILLER GANDOIS (1935-1945)

II] PRODUCTION DE LA SOCIÉTÉ DES TUBES DE BESSÈGES (1937-38 A 1943)



A.D.G. CH. 1516.

NOTES

- (1) Archives départementales du Gard (A.D.G.) - 48 J 42 - Archives de la Chambre de Commerce de Nîmes-Uzès-Le Vigan (C.C.N.).
- (2) Archives nationales. Fonds de l'OCRPI - A.N.F. 12 9451.
- (3) A.D.G. Cabinet du Préfet, CA 286.
- (4) A.D.G. 48 J 42 - Délibération du 6 novembre 1940.
- (5) A.D.G. 25 J 21 - Archives de la S.A. de Rochebelle. Séance du 30 juin 1942.
- (6) Voir à ce sujet Roger-BOURDERON, "Mouvement de la main-d'oeuvre et STO dans les mines du Gard pendant la guerre", Revue d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale, 112, octobre 1978, pp. 47-66.
- (7) A.D.G., CA 286. Lettre au préfet de l'entreprise Richard-Ducros, 5 février 1941.
- (8) A.D.G., CA 1516. Affaire Solvay. Il s'agit de trafic, illégal selon Vichy, de poudre de lait et de lait concentré que le directeur de la Société des Tubes de Bessèges échangeait contre la vente de tubes à la Suisse, et qui servait au ravitaillement du personnel de son entreprise.
- (9) Armand COSSON, "L'Economie du Bas-Languedoc à la Libération", La Libération dans le Midi de la France, Eché Editeur et Service des Publications, Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 1986, 403 p.